



Au campement de Croix (Nord), samedi. Le maire avait déclaré mi-septembre que si un habitant commettait «l'irréparable», il le «soutiendrait».

A six mois des élections de 2014, la droite a érigé cette population en thème électoral, parfaite incarnation de l'immigration comme source d'insécurité.

Roms: victimes collatérales des municipales

Par **FABRICE TASSEL**
Photo **OLIVIER TOURON**

Qui s'est préoccupé des Roms depuis un an ? Personne. Qui s'enflamme sur le sujet depuis fin août ? Toute la droite, un peu de la gauche, Manuel Valls en tête (*lire ci-contre*). Pourquoi ? Les municipales approchent. C'est tristement aussi simple. Même l'extrême droite peut faire l'économie de cette cartouche, une partie de la droite républicaine faisant le boulot pour elle.

Si, dans le débat sur l'inventaire du sarkozysme, une arme est pérenne, c'est bien la figure de l'étranger utilisée comme repoussoir. Car il ne faut pas s'y tromper : les Roms sont certes les boucs émissaires les plus faciles à cibler, notamment à travers le thème de l'insécurité qui a pu amener un maire UMP à dire que si l'un de ses administrés «commettait l'irréparable», il le «soutiendrait» (*lire*

L'ESSENTIEL

LE CONTEXTE

La droite veut faire des Roms l'un des thèmes majeurs des municipales.

L'ENJEU

La gauche saura-t-elle résister à cette exploitation politique d'une population pauvre et marginalisée ?

page 4). Mais, derrière eux, la stratégie évidente d'une partie de la droite est que dans les têtes de certains citoyens, tous les étrangers (ça tombe bien, puisque les Roms sont en immense majorité roumains et bulgares, contrairement aux gens du voyage qui sont français) soient visés. Ignoré depuis plusieurs mois, le thème de l'immigration va être instrumentalisé jusqu'aux municipales de mars, c'est au moins une des certitudes

ANALYSE

Le positionnement du ministre de l'Intérieur relance la polémique au sein de la majorité.

Au PS, les «réalistes» face aux humanistes

Manuel Valls a rallumé la mèche. Ses nouveaux propos sur les Roms – dont il ponctue le débat public à intervalles réguliers depuis qu'il est ministre de l'Intérieur – ont relancé hier la guerre de tranchées socialiste entre «réalistes» autoproclamés – partisans de la fermeté – et tenants des grands principes d'accueil et d'intégration.

A six mois des prochaines municipales, sa sortie sur l'insertion impossible d'une majorité de Roms, aux «modes de vie extrêmement différents des nôtres et qui sont évidemment en confrontation», pourrait devenir une petite bombe à retardement au PS. Un engin électoral dangereux assemblé à l'origine par la candidate UMP à la mairie de Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet. Que sa rivale socialiste, Anne Hidalgo, n'a pas franchement désamorcé en déclarant lundi que la capitale ne devait pas devenir «un campement géant».

«**Réalité.**» «*Quand la gauche perd ses fondamentaux, elle perd tout court*», se désole un pilier de la majorité. Cette escalade sur les Roms ravive deux autres fossés : entre la gauche des grandes villes et celle des champs et entre les deux camps rivaux de la primaire socialiste. Martine Aubry est sortie hier de son silence lillois pour réclamer un effort de «solidarité nationale» allant au-delà des évacuations de campement et des reconduites aux frontières. Trouver des terrains et insérer «ceux qui respectent nos règles, c'est ce que j'appelle humanité et efficacité, c'est-à-dire la république, finalement», a affirmé la maire de Lille. Selon elle, 90% des 20 000 Roms présents en France se concentrent en Seine-Saint-Denis, à Lyon et autour de sa

ville. La polémique a divisé les socialistes réunis à Bordeaux pour leurs journées parlementaires (lire aussi page 13). «*Je ne vois pas pourquoi on s'étonne, s'agace Jean-Jacques Urvoas. Il n'y a pas de révolution copernicienne en termes de langage : Manuel Valls décrit la réalité.*» Et, pour convertir les sceptiques, le député du Finistère suggère d'«organiser une assemblée de maires : ils verront bien». Certes, mais selon le ministre délégué à l'Economie solidaire, Benoît Hamon, «notre projet politique ne peut pas se résumer en insertion ou reconduite. Au sommet de l'Etat, la gauche doit travailler à ce que dans dix ans, les mêmes préjugés ne prospèrent plus».

«**Amateurisme.**» Proche de Hamon, Pouria Amirshahi va beaucoup plus loin, qui accuse le ministre de l'Intérieur de «nourrir les mauvais instincts». Pour le jeune parlementaire, député des Français de l'étranger, la stratégie de Valls confine à «l'amateurisme électoral qui risque de coûter cher» : «Nos élus locaux vont être pris entre deux feux. On fait entrer le doute dans la tête des électeurs, qui vont leur demander des comptes sur leurs budgets et leur politique sociale.»

Pour une partie de la base socialiste, les seuls bénéficiaires politiques de cette polémique se nomment Front national et Marine Le Pen. «C'est évident que ce n'est pas nous qui bénéficierons de ce genre de discours. Plus on parle des Roms, plus le FN progresse, tempête un député. Depuis un mois, on montrait qu'on se préoccupait du pouvoir d'achat, et tout ça va être balayé par deux phrases sur les Roms.»

Envoyé spéciale à Bordeaux
LAURE BRETTON

de ce scrutin. Dès le début de l'été, des élus de droite ont multiplié les déclarations agressives dans la presse quotidienne régionale contre l'afflux de demandeurs d'asile dans leur région, notamment dans l'est de la France.

DÉLINQUANCE. L'angle d'attaque s'est confirmé fin août, à l'occasion des rentrées politiques des principaux ténors. Dans la Sarthe, François Fillon, qui n'a alors pas encore été «piégé» sur la tentation du FN, évoque des flux migratoires «insoutenables», affirme qu'il souhaite «réduire au maximum l'immigration». Au même moment, Jean-François Copé, au nom de la lutte contre «l'assistanat», affirme qu'il aimerait mettre fin à l'aide médicale d'Etat assurée aux étrangers en situation irrégulière, une mesure que même Nicolas Sarkozy n'a jamais envisagée.

Le souci, c'est que Fillon ment et ne peut pas l'ignorer. Des cohortes d'études le répètent : la France, avec moins de 200 000 immigrés légaux par an (0,2% de la popula-

tion), présente un des taux les plus faibles des pays de l'OCDE. Si l'on enlève les étrangers qui quittent le pays et qu'on parle d'immigration nette, le solde est de 100 000 individus qui s'installent. Même en y ajoutant l'immigration irrégulière, le stock, constant depuis des années, navigue entre 200 000 et 400 000 personnes, ce qui place là aussi la France en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE, loin derrière l'Allemagne. Des études ont également prouvé l'apport des immigrés à l'économie. Mais, dans le cadre d'une campagne, tout ceci est bien compliqué à expliquer aux électeurs.

Alors les Roms prennent l'allure d'un argument parfait : ils sont étrangers, posent (même les associations dites de gauche qui les accompagnent l'admettent parfois) de réelles difficultés en matière d'insertion par l'emploi ou la scolarisation. Mieux, leur délinquance, au moins dans les grandes villes, augmente : à Paris, d'après la police judiciaire et le parquet, environ 10% des personnes pas-

sant devant les tribunaux sont roumaines, avec un engorgement notable au parquet des mineurs (les vols de portables ont explosé dans la capitale depuis deux ans), dont certains sont fermement gérés par des réseaux mafieux.

HÉRITAGE. Alors, après les salves de Fillon et de Copé, a commencé une déferlante sur les Roms : «*Vous avez l'impression qu'on harcèle beaucoup les Roms ? Parce que moi, j'ai l'impression que les Roms harcèlent beaucoup les Parisiens*», lance la semaine dernière Nathalie Kosciusko-Morizet, postulante UMP à la mairie de Paris. «*Il faut renvoyer les Roms hors de nos frontières*», propose aussi, comme seule solution, Nadine Morano, en droite ligne du «Roms, l'overdose» qui a barré la une de *Valeurs actuelles* le 22 août.

Nicolas Sarkozy l'avait compris avant tous ses camarades : sur le dossier des étrangers, inutile d'œuvrer pour une réelle différence, l'important, en termes de stratégie politique, est de marquer

REPÈRES

15 000

Ce serait, selon l'évaluation la plus basse (20 000 pour la fourchette haute), le nombre de Roms établis sur le territoire français.

Selon un décompte effectué début juillet par plusieurs associations, environ 5 000 Roms auraient été expulsés de France durant le deuxième trimestre 2013, surtout en Ile-de-France.

A partir du 1^{er} janvier, tous les Etats de l'Union européenne devront lever les restrictions à l'entrée sur leur marché du travail des citoyens roumains et bulgares. Ces mesures transitoires avaient été fixées en 2007, pour une durée maximum de sept ans, lors de l'entrée dans l'Europe de la Bulgarie et de la Roumanie. Plusieurs pays, dont les Pays-Bas ou l'Allemagne, ont exprimé leur inquiétude.

LA CIRCULAIRE AYRAULT

Signée par sept ministres, une circulaire du gouvernement Ayrault a été publiée le 29 août 2012. Elle visait à anticiper et accompagner les évacuations de campements en matière d'emploi et de logement. Un bilan en sera dressé vendredi lors d'un colloque. Mais des experts ont déjà exprimé leurs doutes sur l'efficacité du dispositif.

les esprits. A l'Intérieur ou à l'Elysée, il avait certes expulsé plus que ses prédécesseurs, mais en régularisant discrètement et au fil de l'eau. Pendant dix ans, sa politique migratoire n'a pas fondamentalement transformé celle du pays, sauf sur l'état d'esprit à l'égard de l'étranger, rom ou pas : suspicion de délinquance et d'assistanat, refus de l'intégration, tel est le réel héritage sarkozyste à l'égard des étrangers. Le 16 septembre un magistrat toulousain a ainsi lancé à quatre prévenus : «*Vous ne pensez pas que la France en assez des vols des Roms ?*»

Depuis dix-huit mois, Manuel Valls a réussi, dans une large mesure, à apaiser les esprits autour de l'immigration, en menant une politique dans l'ensemble prudente, parfois nourrie d'ouvertures (pour les étudiants étrangers, avec la création d'un titre de séjour pluriannuel). Mais les municipales sont là, propices à tous les amalgames. Depuis quelques semaines une partie de la classe politique semble aimer s'y vautrer. ◆

ÉDITORIAL

Par FRANÇOIS SERGENT

Etranger

A croire les déclarations à droite mais aussi à gauche, à lire les manchettes de nos confrères, la France est confrontée à une menace rom. Un journal qui se dit libéral a dénoncé hier, carte à l'appui, «la France des campements roms», tandis qu'un hebdomadaire d'extrême droite sombrant dans le caniveau a titré «Roms l'overdose» sondages à l'appui. La droite si proche de sa branche extrême espère en faire son beurre électoral. Même la candidate socialiste à la mairie de Paris s'y met, refusant que la capitale devienne «un campement géant». Risque imaginaire : la France est l'un des pays d'Europe à accueillir le moins de Roms et cette population reste stable depuis des années, avec environ 20 000 hommes, femmes et enfants venant de pays membres de l'Union européenne. Le Rom apparaît comme l'étranger ontologique et dangereux. C'est Sarkozy qui a, dans le discours de Grenoble, libéré la parole politique, stigmatisant et dénonçant publiquement pour la première fois depuis la guerre une communauté. Les familles roms et leurs enfants sur les places des grandes villes de France, leurs campements, sont autant de verrues honteuses de nos sociétés nanties. Certes, peu de Roms «s'intègrent», comme le dénonce Manuel Valls, l'homme qui «*veut dire la vérité aux Français*». Et alors ? «*La vérité*», c'est de dire qu'il n'y a pas de «menace» rom. La «vérité», c'est aussi la liberté d'un peuple dans une Europe qui tire gloire de faire circuler hommes, biens et surtout capitaux. «*La vérité*», pour la gauche, c'est de défendre les exclus et non d'attaquer les populations les plus vulnérables. Les expulsions sont-elles vraiment la seule et unique solution ? Comme l'écrit André Glucksmann, «*la peur des Roms n'est que la peur inavouée de soi*».



Au campement de Croix, samedi. La plupart des personnes qui y résident sont arrivées après la fermeture du camp de Lille-Sud. PHOTOS OLIVIER TOURON

L'édile avait affirmé mi-septembre qu'il soutiendrait un administré qui commettrait «l'irréparable» contre un Rom.

A Croix, ville «salie» par son maire

Devant le campement rom de Croix, le maire est là, bien embêté. Régis Cauche (UMP) esquisse toute question sur la polémique, cette phrase qu'il estime désormais malheureuse. «Si un Croisien commet l'irréparable, je le soutiendrai», avait-il déclaré à la Voix du Nord le 14 septembre, énervé par une série de vols d'animaux et de légumes dans les fermes et jardins familiaux de la ville, qu'il imputait, sans preuves, aux Roms. Allusion claire et assumée au bijoutier de Nice, mis en examen pour le meurtre de son cambrioleur. Alors, ce vendredi matin, le voilà compatissant. «Il faut traiter ce dossier avec le maximum d'humanité, le site ici est catastrophique, pollué, entouré d'anciennes usines chimiques. Si tous les acteurs se mettent autour de la table, il y a des solutions possibles. Le préfet évoque des relogements et des places dans des avions pour un retour au pays.» Face aux caméras, il accepte même d'accueillir quelques familles à Croix.

«Autodéfense». Régis Cauche a allumé un véritable feu d'artifice de reproches, en particulier dans son propre parti. Le député du Nord Sébastien Huygue, ancien de la cellule «riposte» de Nicolas Sarkozy, a été clair : «On ne peut pas cautionner ses propos, qui sont une incitation à la haine raciale.» Et son plus proche voisin, Gérard Vignoble, maire UDI

de Wasquehal, évoque «un climat dangereux et épouvantable», dans une lettre adressée au président de la République. «Même les élus Front national de Wasquehal ont dénoncé ses propos», s'étrangle Richard Austerlitz, conseiller municipal PS de Croix. Mario Califano, autre élu socialiste de la ville, enfonce le clou : «C'est un appel à l'autodéfense, ce qui n'est pas de la légitime défense. Nous attendions des excuses publiques lors du conseil municipal de jeudi soir, il a fait comme si la question n'existait pas. Il a sali la ville de Croix par ses déclarations.»

Dans le centre-ville, les habitants soutiennent plutôt Régis Cauche. «Je n'ai pas voté pour lui, mais les Roms, ils sont agaçants, ils volent partout, ils se mettent à côté du distributeur de billets et, quand on fait semblant de ne pas les voir, ils tirent sur le bas de la robe!» s'exclame Marie, retraitée. Une autre ne supporte plus de les voir «faire leurs besoins» dans les jardinières de la place de la République. «Ce n'est pas malin ce qu'il a dit, s'exclame Gérard, commerçant. Mais à chaque fois qu'on parle d'une minorité qui emmerde le monde, ça s'en-



REPORTAGE

flamme. Il n'y a personne qui accepte les Roms ici.» Christophe, ouvrier, est le seul à condamner les propos du maire : «Je peux comprendre la colère des gens, mais ce ne sont pas des choses à dire en public. C'est une incitation à la violence gratuite.» Régis Cauche n'ira pas jusqu'à entrer dans le bidonville pour par-

ler avec ces 200 administrés indésirables. Ils sont arrivés en masse depuis une dizaine de jours, avec la fermeture progressive du camp de Lille-Sud, 750 personnes, le plus grand que comptait la métropole lilloise.

Adriana, 8 ans, grand sourire édenté, se fait la porte-parole des enfants : ils voudraient que le bus scolaire de l'école où ils suivaient des cours de français vienne jusqu'ici. A chaque expulsion, c'est la déscolarisation et des conditions de vie fragilisées. Régis Cauche a raison : le campement de Croix est indigne. Une fillette de 8 ans est morte sur ce terrain il y a une semaine : intoxication alimentaire ou infection pulmonaire, les explications divergent. Boue profonde, dans laquelle on s'enfonçait jusqu'au mollet. Pas d'eau, ni de sanitaires. Les gens vivent à dix dans des caravanes dé-

foncées et des cabanes de palettes. Une femme invite à entrer, offre le café, réchauffé sur un poêle bricolé. Les matelas sont soigneusement pliés, une tenture égaie les murs. La propreté de l'hébergement si précaire est étonnante. Angelica et ses amies n'ont qu'une angoisse : savoir quand elles devront partir à nouveau. Elles ont un mot pour cela, «dégage?» avec ce geste de la main qui envoie tout balader.

Relogement. «Ce n'est quand même pas normal de faire bouger 800 personnes sans un plan B» pour les accueillir, murmure le maire de Croix. Bruno Mattéi, du Collectif solidarité Roms, approuve vigoureusement. La circulaire du 26 août 2012 prévoit d'offrir un relogement aux expulsés, mais la préfecture a le plus grand mal à trouver des maires prêts à les accueillir. Martine Aubry, présidente de la communauté urbaine de Lille, estime pour sa part qu'il faudrait diviser par deux le nombre de Roms présents dans sa métropole : ils sont aujourd'hui 3 200. «Il faut imaginer les conditions d'un retour à la normale, s'exclame Mario Califano. Le partage de l'accueil entre les 86 communes peut être la solution.» Une proposition sur la table depuis 2010, suggérée par EE-LV : elle n'a jamais eu de succès.

Envoyée spéciale à Croix
STÉPHANIE MAURICE

Pour Jean-François Corty, de Médecins du monde, le débat politique actuel entretient les stéréotypes :

«Un pas très grave a été franchi»

Le docteur Jean-François Corty, directeur des missions France de Médecins du monde, déplore la stigmatisation «délétère» des Roms.

Comment percevez-vous les débats récurrents autour de la population rom ?

Il est dramatique que cela prenne autant de place dans l'espace public. On part sur de mauvaises bases, avec des stéréotypes et des clichés stigmatisants. Cette surenchère est malvenue, alors que l'on ne parle que de 15 000 à 20 000 personnes. Il y a des questions à résoudre, mais de là à en faire une question globale, c'est un très grave pas de franchi.

Les Roms n'auraient pas «vocation» à rester en France, selon Manuel Valls, en raison de leur «mode de vie» différent...

Dire des choses pareilles, c'est énorme et très étonnant. Les Roms sont des citoyens européens, roumains ou bulgares, et ils peuvent tout à fait venir s'installer en

France. Pourquoi seraient-ils privés de ce droit, et pas d'autres ressortissants de l'Union ? Les Roms sont différents de nous, mais ce n'est pas pour autant que cela crée des problèmes de cohésion sociale. Ce discours montre nos problèmes à intégrer les étrangers et les populations précaires.



Quels sont les clichés véhiculés sur les Roms ?

Déjà, les Roms ne sont pas itinérants. Ils migrent pour des raisons économiques ou de stigmatisation dans leur pays d'origine, mais ils ne sont pas nomades. Ils n'aspirent pas à vivre dans des bidonvilles. Nous me-

INTERVIEW

nons 3 000 à 4 000 consultations médicales par an auprès d'eux, et je peux vous dire qu'ils ne rejettent absolument pas la médecine moderne, les soins, la prévention ou l'hygiène. La majorité des Roms veulent travailler, mettre leurs enfants à l'école et ne pas être délogés régulièrement. Pour autant, on n'est pas dupes : on sait qu'il y a des problè-

mes liés aux groupes mafieux, aux trafics, à la mendicité.

Quel bilan tirez-vous de l'application de la circulaire du 26 août 2012 ?

On a assisté à des expulsions répétées, sans solutions alternatives. On n'est pas contre les démantèlements de camps, mais si cela aggrave les conditions de vie des populations et les expose plus aux risques de précarité et de violence, c'est inutile. Pour autant, on peut comprendre les maires, qui ont des soucis

pour gérer ces populations. Il faut une gestion régionale, voire nationale de ce dossier, et que chacun prenne sa part. Par ailleurs, c'est bien de travailler avec les Etats roumain et bulgare, mais cela ne doit pas nous dédouaner de traiter l'intégration chez nous de manière digne.

Que recommandez-vous ?

Les mairies ont une responsabilité. Elles doivent agir contre les situations de précarité de manière globale, via des bains et des douches publics, des permanences

d'accueil dans les hôpitaux, etc. Il ne faut pas que les Roms deviennent des boucs émissaires sur ces questions. On peut aussi faire davantage sur les terrains. Certains pourraient être stabilisés, en assurant le ramassage des ordures ou l'accès à l'eau. Cela permettrait de gagner du temps et de travailler à des solutions pérennes, notamment sur les dispositifs de droit commun (logement, soins...) et la scolarisation. Il existe des expériences positives, mais la dy-

namique d'expulsions ne crée pas les conditions favorables à l'insertion à long terme. Ces politiques violentes créent et entretiennent les stéréotypes à leur rencontre. On doit également faire plus en matière de médiation sanitaire et sociale. A Nantes, un médiateur fait l'interface entre les Roms et les services de droit commun. Du coup, les gens se parlent davantage et on obtient de meilleurs résultats.

Recueilli par
SYLVAIN MOUILLARD

Initié par Sarkozy, arrêté par Valls, le dispositif n'a pas fait ses preuves.

L'aide au retour a fait long feu

L'évidence du constat unit jusqu'à Nadine Morano et Manuel Valls : si les Roms restaient en Roumanie et en Bulgarie, cela simplifierait les choses. Sous cet angle, l'aide au retour, dispositif créé en 2006 par Nicolas Sarkozy, a longtemps fait débat. Il s'agit d'une dotation financière (300 euros par adulte, 100 par enfant) accordée aux Roms acceptant de rentrer dans leur pays d'origine, ou fermement encouragés à le faire après le énième démantèlement de leur camp.

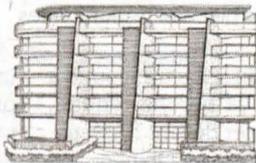
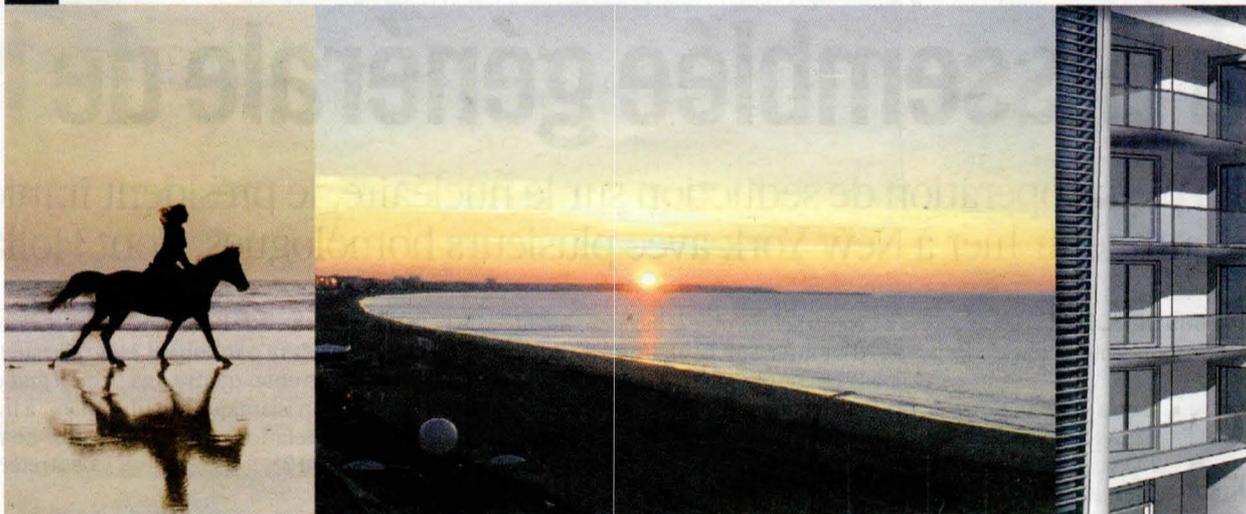
Le bilan de l'aide au retour est globalement négatif. Il a souvent été détourné de son objectif initial : des familles empochaient l'argent, retournaient quelques semaines ou mois dans leur pays, avant de revenir en France. Corollaire du dispositif, les démantèlements massifs de

camps que Sarkozy avait bruyamment annoncés lors du discours de Grenoble, à l'été 2010, n'ont pas (ou très peu) fait baisser le nombre de Roms présents sur le territoire : depuis une quinzaine d'années le chiffre est assez stable, entre 15 000 et 20 000. Pis, les démantèlements ont globalement aggravé la situation sanitaire et ainsi favorisé l'augmentation de la délinquance.

Fin 2012, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, a annoncé la suppression de ce dispositif. Elle est effective depuis mars, ce qui ne permet pas encore d'avoir du recul sur les effets de la décision. Surtout qu'à partir du 1^{er} janvier, tous les pays européens devront lever les restrictions concernant l'accès des Roumains et Bulgares au marché du travail.

F.Ta.

Le dernier site d'exception pour l'une des plus belles baies du monde.



À La Baule, investissez dans une pierre précieuse.

Entre ciel et mer, offrez-vous un privilège rare : une vue unique sur la baie de la Baule.

• 31 appartements de prestige

02 40 00 15 20
ocean-baule@orange.fr

BATI-NANTES

BÂTISSEURS D'AVENIR